



LE SERVICE PUBLIC territorial
C'EST UN bien PUBLIC

COMMUNIQUE CGT FONCTION PUBLIQUE

Les ministres ne veulent toujours rien entendre :

toutes et tous dans l'action le 19 mars 2009

Comme on pouvait s'y attendre, le « sommet social » de la fonction publique réuni ce matin, a confirmé les profonds désaccords entre les ministres et les organisations syndicales, porteuses des légitimes exigences des personnels.

Aux revendications incontournables rappelées en particulier par la CGT, Eric WOERTH a maintenu son cap libéral, aux antipodes des attentes des salariés, mais aussi des besoins de la population.

- Sur les négociations salariales immédiates avec des augmentations de la valeur du point d'indice : RIEN !
- Sur l'arrêt des suppressions d'emplois, ainsi que des créations partout où le besoin en est criant : PAS QUESTION DE BOUGER D'UN IOTA.
- Sur les retraits des projets de privatisation de la poste, des projets de lois « mobilité et parcours professionnels » et « Hôpital Patients Santé Territoire » : AUCUNE REPONSE.

Bref, sur l'essentiel, le gouvernement demeure sourd aux revendications portées par les personnels et soutenues par la très grande majorité de la population. Au nom d'un soi disant « civisme », les agents de la fonction publique devraient accepter sans revendiquer, le démantèlement aggravé de leur outil de travail, du statut et la réduction de l'intervention publique. A-t-on demandé aux responsables de la crise de faire preuve de civisme ? La provocation atteint son paroxysme !

Au fond, le Président de la République et ses ministres, ont été contraints d'organiser cette pseudo concertation sous la pression des centaines de mobilisations dans nos secteurs et du puissant 29 janvier, mais ils s'entêtent toujours à ne rien céder sur les revendications majeures. Belle conception du dialogue social !

Dans ces conditions, la journée unitaire et interprofessionnelle d'action, de grève, et de manifestations du 19 mars prochain, est encore plus incontournable qu'hier.

La CGT fonction publique appelle tous les personnels à participer massivement, dans l'unité la plus large, à cette nouvelle mobilisation et à exiger des réponses qui soient porteuses de « mieux vivre, mieux travailler et mieux répondre aux besoins des populations ».

Montreuil, le 3 mars 2009